

## Deuxième partie

### TOUR D'HORIZON DE LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



# Deuxième partie



## Tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

De 2007 à 2009, la flambée des prix des aliments, qui a été suivie d'une crise financière, puis d'une récession économique mondiale, a déterminé une augmentation du nombre de personnes souffrant de faim et de sous-alimentation dans le monde, qui a atteint un niveau sans précédent, pour culminer à plus d'un milliard en 2009.<sup>23</sup> Au cours du premier semestre de 2010, les marchés mondiaux des produits agricoles de base semblent entrer dans une phase plus sereine. Si les prix des produits alimentaires et agricoles de base restent élevés, ils sont néanmoins en baisse par rapport aux pics de 2008 et l'économie mondiale est en train de sortir de la récession.

La volatilité élevée des marchés suscite toutefois des inquiétudes croissantes, qui ont encore été exacerbées par la hausse des prix des céréales – blé et maïs notamment – de juin à octobre 2010, à la suite de la sécheresse qui a sévi dans la Fédération de Russie et des températures élevées et des précipitations excessives aux États-Unis, qui ont réduit les disponibilités. Lors de la flambée des prix des aliments, nombre de gouvernements ont pris des mesures, non coordonnées avec leurs partenaires, pour assurer des approvisionnements adéquats sur les marchés intérieurs, notamment en interdisant ou en limitant les exportations. Or, beaucoup de ces mesures ont, en fait, accentué la volatilité des prix sur les marchés internationaux.

La présente partie du rapport passe en revue les chiffres et les tendances de la faim dans le monde, en fonction de l'évolution récente des marchés des produits agricoles et de l'économie mondiale. Elle analyse, à l'échelle mondiale, les tendances récentes

de la production, de la consommation et du commerce des produits alimentaires et agricoles et examine l'évolution des prix des produits alimentaires sur les marchés nationaux et internationaux. L'analyse se penche en particulier sur les préoccupations croissantes qui se font jour quant à la volatilité des prix et à la capacité de résistance des marchés aux fluctuations des prix et aux variations de l'activité économique.

### TENDANCES DE LA SOUS-ALIMENTATION<sup>24</sup>

Compte tenu de l'amélioration des perspectives économiques mondiales et de la baisse des prix des aliments de base, la FAO prévoit que le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde devrait se chiffrer à 925 millions de personnes en 2010, soit un fléchissement par rapport au pic de 2009, estimé à 1,023 milliard de personnes (voir Figure 17). Cette réduction est certes bienvenue, mais l'on ne peut accepter que la sous-alimentation s'étende encore à un tel nombre de personnes, qui est le second chiffre le plus élevé depuis que la FAO a commencé à enregistrer des données sur la question.<sup>25</sup>

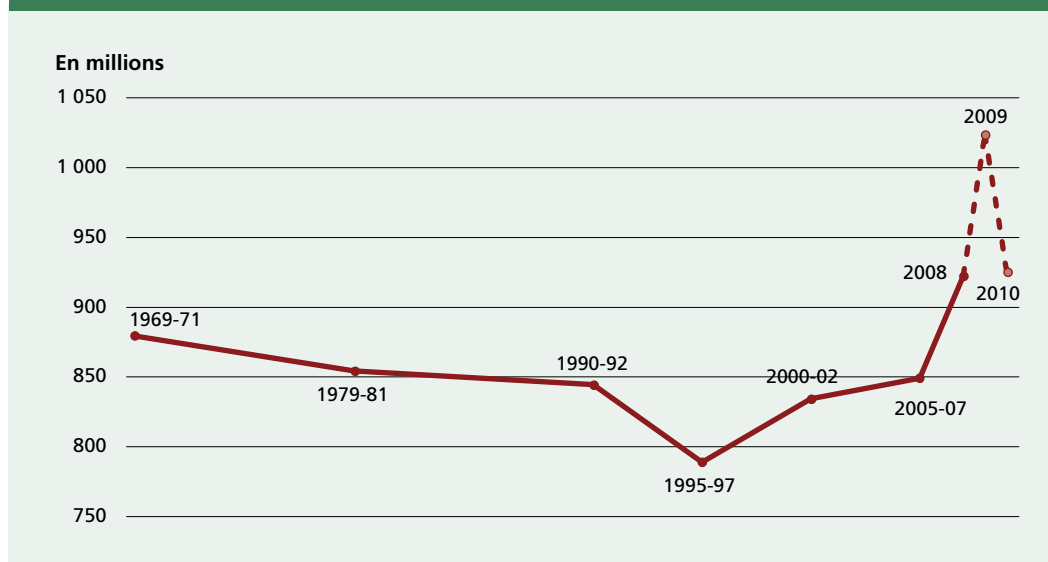
La baisse de 2010 marque une inversion de la tendance constante à la hausse observée depuis 1995-97. En effet, après une baisse régulière mais lente entre 1970-71 et 1995-97, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a commencé à augmenter graduellement. La tendance à la hausse a fortement accéléré en 2008, pendant la flambée des prix des aliments et le niveau maximum a été atteint en 2009,

<sup>23</sup> La présente analyse de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture repose sur les informations disponibles à la fin d'octobre 2010. On trouvera des informations plus récentes sur les marchés des produits agricoles et la situation mondiale de l'alimentation à l'adresse suivante: [http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/?no\\_cache=1](http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/?no_cache=1) et <http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>

<sup>24</sup> Une analyse plus détaillée des tendances de la sous-alimentation au niveau mondial et des effets de la crise sur la sécurité alimentaire mondiale figure dans la publication FAO, 2010g.

<sup>25</sup> Les estimations de la FAO remontent à 1969-71.

**FIGURE 17**  
**Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, de 1969-71 à 2010**



Notes: Les chiffres pour 2009 et 2010 sont le produit d'une estimation de la FAO, faite avec le concours du Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis. La méthodologie détaillée est expliquée dans les notes techniques disponibles à l'adresse: <http://www.fao.org/publications/sofi/fr>.

Source: FAO, 2010g.

sous l'effet de la crise financière et de la persistance de prix élevés pour les aliments, sur les marchés intérieurs de nombreux pays en développement.

Malgré l'augmentation du nombre absolu de personnes sous-alimentées entre 1995-97 et 2009, la proportion de la population sous-alimentée dans les pays en développement<sup>26</sup> a continué à baisser, quoique très lentement, après 1995-97, avant d'augmenter en 2008 et 2009 (voir Figure 18). En 2010, 16 pour cent de la population des pays en développement souffrait de sous-alimentation, ce qui représente une baisse par rapport aux 18 pour cent de 2009, tout en restant nettement en-deçà de l'Objectif 1C fixé dans la Déclaration du Millénaire, qui était de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population souffrant de sous-alimentation, pour la ramener à 10 pour cent.

C'est dans la région Asie - Pacifique, la plus peuplée au monde, que l'on trouve le plus gros des 925 millions de personnes souffrant de faim (62 pour cent du total), suivie par l'Afrique subsaharienne (26 pour cent)

<sup>26</sup> C'est dans les pays en développement, que sont concentrés 98 pour cent des personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde.

(voir Figure 19). La prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée en Afrique subsaharienne où, selon les estimations, 30 pour cent de la population totale serait sous-alimentée en 2005-07 (période la plus récente pour laquelle des informations complètes par pays sont disponibles), même si l'on trouve de fortes variations d'un pays à l'autre. La prévalence de la faim est moindre en Asie et dans le Pacifique (16 pour cent), en Amérique latine et dans les Caraïbes (9 pour cent) et au Proche-Orient et en Afrique du Nord (7 pour cent), mais il existe de fortes variations entre les sous-régions et les pays.

### Vulnérabilité de la sécurité alimentaire mondiale en cas de chocs

Les événements des dernières années ont montré à quel point la sécurité alimentaire mondiale était vulnérable aux grands chocs, qui affectaient les marchés mondiaux des produits alimentaires et l'économie mondiale en général. La flambée des prix des aliments et la crise économique qui a suivi ont réduit le pouvoir d'achat d'une part importante de la population de nombreux pays en développement, réduisant ainsi fortement leur accès à la nourriture et minant leur sécurité alimentaire.

Si le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté en 2008, c'est à cause de la forte hausse des prix des aliments, survenue entre 2007 et 2008. Du point de vue historique, de telles variations de prix ne sont pas sans précédent, les marchés ayant connu des hausses comparables pendant la « crise alimentaire mondiale » de 1973-75 (voir Figure 20).

L'Indice FAO des prix des aliments a, malgré tout, baissé, en valeur réelle (application

du déflateur de PIB des États-Unis) sur la période allant de 1961 à 2010.

Il convient toutefois de préciser qu'à partir du début du nouveau siècle, la tendance à la baisse semble s'être inversée, ou en tout cas s'être interrompue, sous l'effet de la forte hausse des prix des aliments, en valeur réelle, qui a atteint son apogée en 2007-08. Même si les cours internationaux des denrées alimentaires ont baissé en 2009, ils restent néanmoins

FIGURE 18

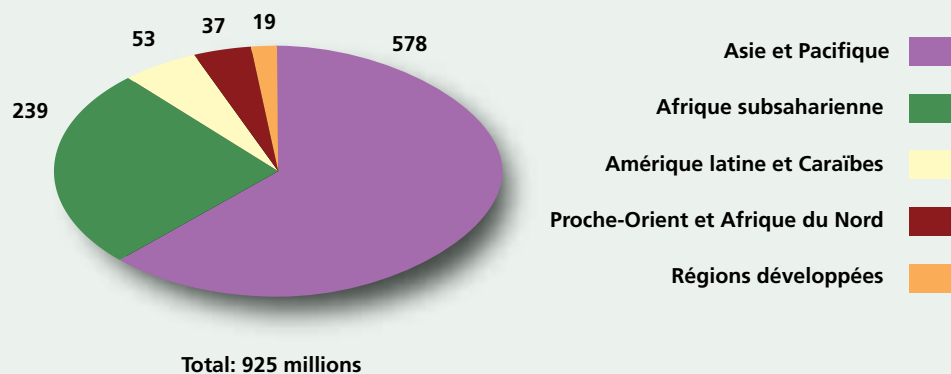
Proportion de la population souffrant de sous-alimentation dans les régions en développement, de 1969-71 à 2010



Source: FAO, 2010g.

FIGURE 19

Nombre de personnes sous-alimentées en 2010, par région



Source: FAO, 2010g.

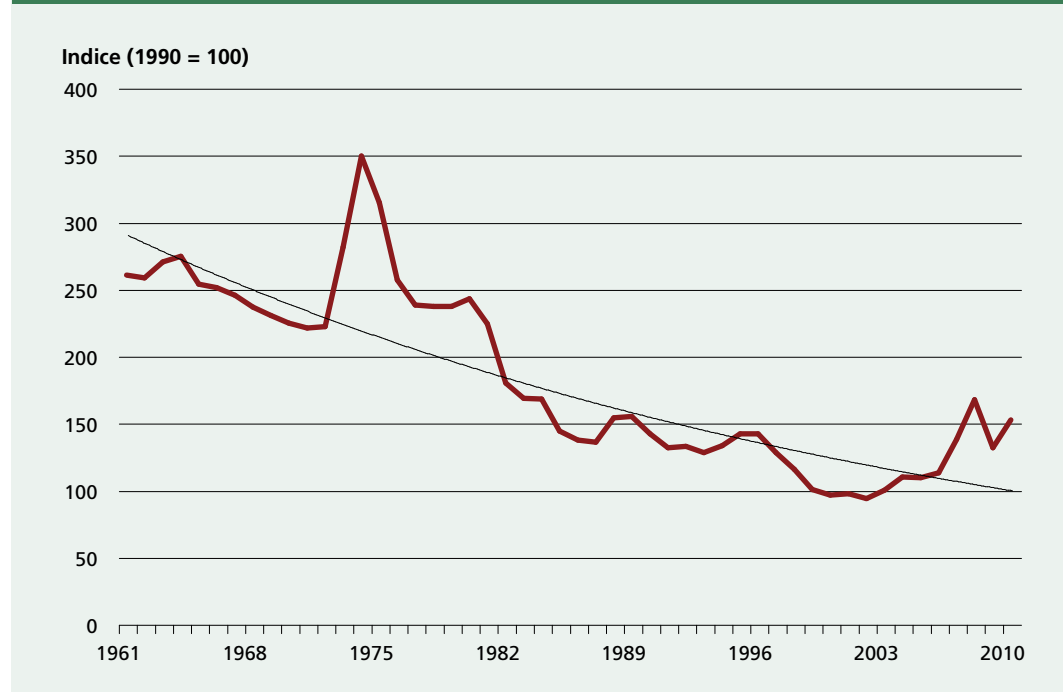
supérieurs aux niveaux des années précédentes et, selon les données disponibles jusqu'en octobre 2010, l'Indice FAO des prix des aliments aurait augmenté entre 2009 et 2010. En outre, les prix intérieurs sont restés élevés dans beaucoup de pays, où la baisse des cours internationaux n'a été répercutée que lentement sur les marchés intérieurs.

Alors que les prix des aliments sont restés supérieurs à leurs niveaux d'avant-crise, les revenus ont chuté, à cause de la crise financière, réduisant ainsi l'accès aux approvisionnements alimentaires et causant l'envol du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Selon une estimation de la croissance du PIB par habitant (estimations de la croissance du PIB total, établies par le Fonds monétaire international (FMI), déduction faite des taux de croissance démographique), le PIB mondial par habitant aurait baissé en 2009; les pays avancés seraient, à cet égard, plus touchés que les pays en développement (voir Figure 21). Il n'empêche que le PIB

par habitant a baissé ou stagné dans toutes les régions en développement, sauf dans les pays en développement d'Asie, où la croissance du PIB par habitant est tombée à 5,8 pour cent, contre plus de 10 pour cent en 2007 (FMI, 2010a; FMI, 2010b). La récession économique a eu de lourdes retombées négatives sur les recettes d'exportation, les investissements étrangers directs et les envois de fonds des émigrés à destination des pays en développement (FAO, 2009b). En 2010, la forte reprise de l'économie mondiale et la hausse sensible des taux de croissance économique ont favorisé la réduction du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, évoquée ci-dessus.

Même si le nombre de personnes sous-alimentées est en baisse en 2010, à la faveur de la reprise économique et de la baisse des prix des aliments, les deux crises précédentes ont montré à quel point les pays et les populations pauvres sont vulnérables aux chocs mondiaux, comme ceux qui sont survenus ces dernières années. De plus,

FIGURE 20  
Indice FAO des prix des aliments, en valeur réelle, 1961-2010

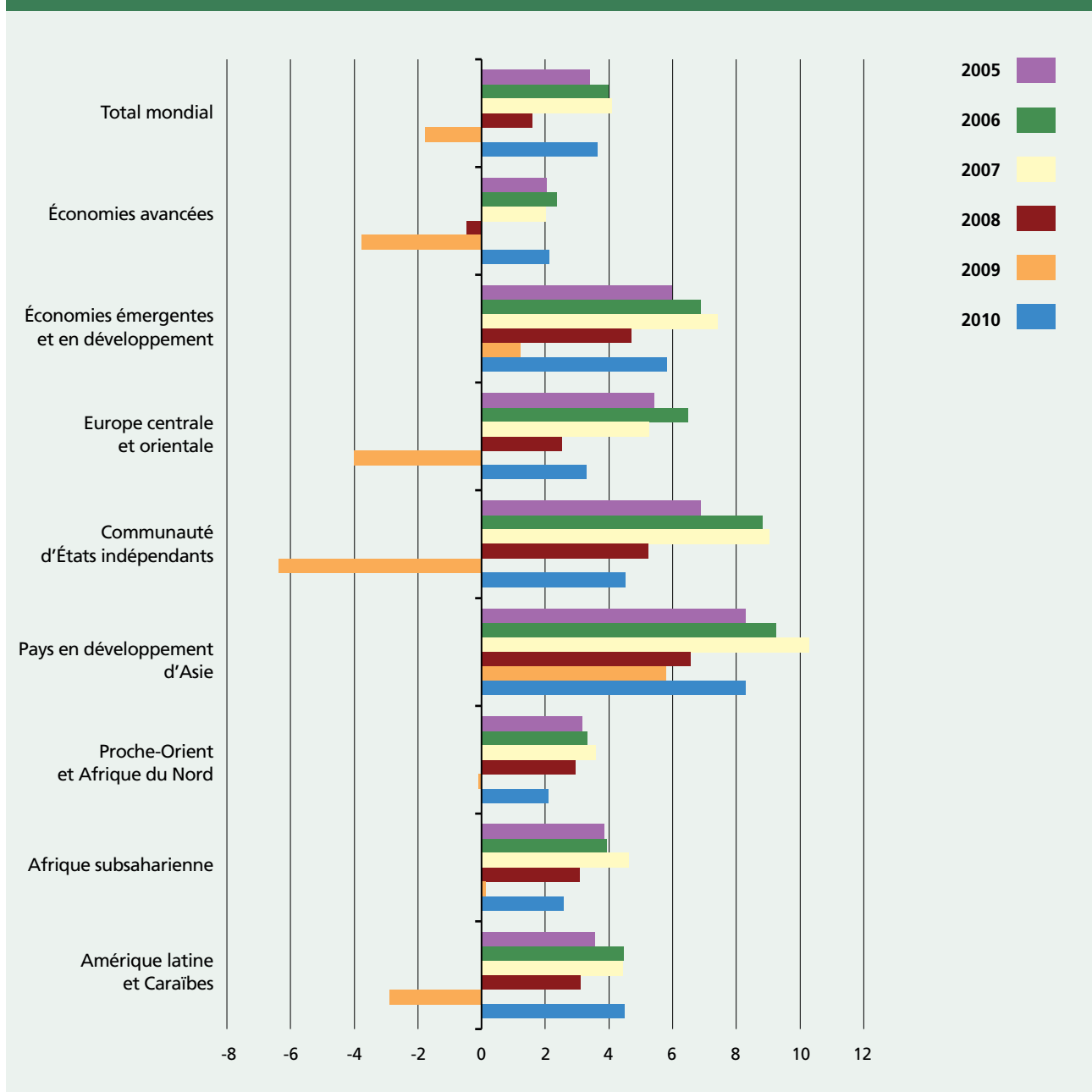


Notes: Calculé sur la base des cours internationaux des céréales, des légumineuses, des viandes, des produits laitiers et du sucre. L'Indice FAO des prix des aliments a été établi régulièrement, de 1990 à nos jours; dans la présente figure, cet indice remonte jusqu'en 1961, en utilisant des informations supplémentaires sur les prix. Cet indice mesure la variation des cours internationaux, qui ne suit pas nécessairement la fluctuation des prix intérieurs. On utilise le déflateur de PIB des États-Unis pour exprimer l'Indice des prix des aliments en valeur réelle, plutôt qu'en valeur nominale.

Source: Calculs effectués par la FAO.

FIGURE 21

Variation annuelle moyenne, en pourcentage, du PIB par habitant, à prix constants, 2005-2010



Note: Les chiffres de 2010 sont des projections fondées sur les données des trois premiers trimestres de l'année et incorporant les estimations les plus récentes faites en octobre.

Source: Calculs de l'auteur, à partir de données du FMI, 2010a et 2010b.

des chocs et des urgences plus localisés ont affecté la sécurité alimentaire de certains pays et de zones à l'intérieur des pays (voir l'Encadré 12 pour une analyse des crises alimentaires exigeant une aide extérieure aux pays touchés). Souvent, les mécanismes destinés à protéger les populations les plus vulnérables contre les effets de tels chocs

sont inadéquats, ce qui est regrettable.

Les ménages les plus vulnérables peuvent donc se trouver dans l'obligation de faire face à ces chocs en vendant des avoirs productifs, qu'ils ne pourront reconstituer que très difficilement, ce qui prolongera et étendra les effets négatifs des crises, au-delà de leurs effets immédiats.

## ENCADRÉ 12 Crises alimentaires

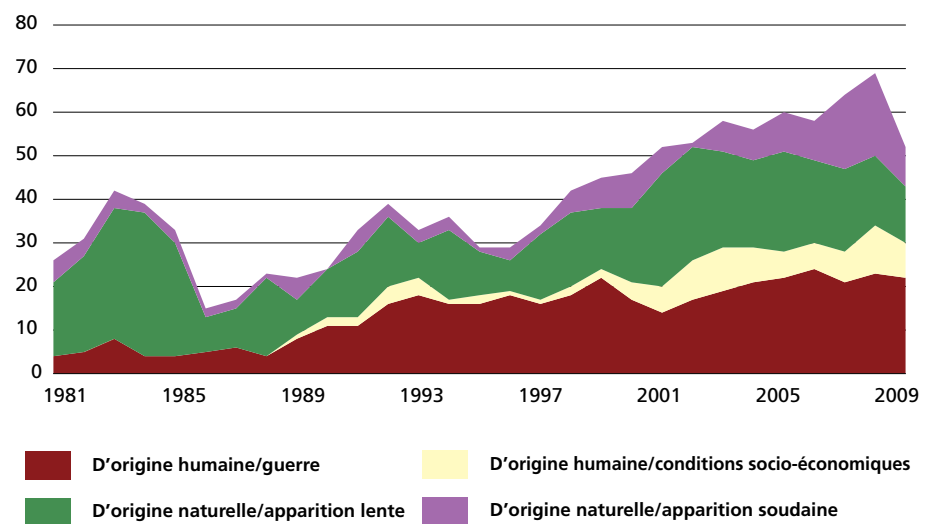
Les crises alimentaires qui touchent différents pays frappent de plein fouet et déstabilisent la sécurité alimentaire d'une partie ou de la totalité de la population (les nouvelles victimes de l'insécurité alimentaire) et viennent aggraver la situation de ceux qui étaient déjà exposés à l'insécurité alimentaire avant la crise (les personnes souffrant chroniquement d'insécurité alimentaire). Le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) contrôle en permanence la situation et diffuse des informations sur les pays en

crise qui ont besoin d'une assistance extérieure pour leurs approvisionnements alimentaires.<sup>1</sup> Les crises alimentaires peuvent être causées par une série de facteurs, d'origine naturelle ou anthropique. Si la crise est causée par un facteur naturel, elle peut être décrite comme étant une situation d'urgence à développement lent, ou une situation d'urgence soudaine,<sup>2</sup> et si le facteur causal est d'origine humaine, la crise peut être due à des problèmes socio-économiques<sup>3</sup>, à une guerre ou à un conflit (voir figure).

Le nombre total de crises enregistrées ces dernières années est de loin supérieur au nombre de crises recensées dans les années 80. Depuis le milieu des années

**Situations d'urgence (par type) dans des pays nécessitant une assistance, de 1981 à 2009**

Nombre de pays



Notes: Les données relatives aux crises ne comprennent pas les événements qui ont eu lieu en 2010.

Lorsque la présente publication a été rédigée, les inondations au Pakistan ont provoqué la plus grande crise humanitaire au monde, avec plus de 20 millions de personnes touchées (soit environ 18 pour cent de la population totale du pays) et une aide alimentaire est nécessaire pour six millions de personnes. Cette crise était de plus grande ampleur que le tsunami de 2004 et le tremblement de terre en Haïti du début 2010, mis ensemble.

Source: FAO.



80, on assiste à une tendance à la hausse du nombre de pays confrontés à des crises. Parmi celles-ci, ce sont les crises causées par l'homme qui ont augmenté le plus, principalement en raison de guerres ou de conflits. Au cours des 15 dernières années, les situations d'urgence soudaines se font de plus en plus fréquentes.

De 1981 à 2009, c'est en Afrique que l'on trouve le plus grand nombre de pays confrontés à des crises, suivie par l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe de l'Est, la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Océanie. La forte incidence des crises en Afrique s'explique en partie par le nombre assez élevé de pays dans la région (44 pays sont suivis par le SMIAR), mais il y a d'autres causes, comme les troubles civils secouant de nombreux pays du continent et les nombreuses catastrophes à développement lent. Le nombre de pays africains en butte à des situations d'urgence variait de 15 à 25 par an, sauf à la fin des années 80, quand ce chiffre était proche de dix. En Asie, sur les 23 pays à l'étude, le nombre de pays confrontés à des situations d'urgence est passé de cinq par an, entre 1981 et 2002, à environ dix par an de 2003 à 2009. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de pays affectés, qui était relativement limité, a fluctué pendant la période à l'étude; en Europe de l'Est et dans la Communauté d'États indépendants, le nombre de pays touchés a diminué.

Tout comme les retombées des chocs économiques sur la faim ne disparaissent pas entièrement lorsque les prix se stabilisent et que la croissance économique reprend, les effets des crises sur la sécurité alimentaire se font parfois sentir longtemps après le début des secours et des efforts de relance. Les pays confrontés à des crises prolongées sont dans une

situation particulièrement difficile.

Selon *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010* (FAO, 2010g), 22 pays seraient actuellement confrontés à une crise prolongée. Les situations de crise prolongée présentent les caractéristiques suivantes: catastrophes naturelles ou conflits récurrents, longue durée des crises alimentaires, effondrement des moyens d'existence et capacités institutionnelles insuffisantes pour faire face à la crise. Ces pays doivent être classés dans une catégorie à part, car ils ont besoin d'interventions spéciales, lancées par la communauté internationale. (Pour un examen détaillé des pays en situation de crise prolongée, voir FAO, 2010g.)

<sup>1</sup> Certains pays qui ont régulièrement financé leurs propres interventions en cas de situation d'urgence, au lieu de faire appel à l'aide de la communauté internationale, ne sont pas pris en compte dans les informations recueillies et diffusées par le SMIAR.

<sup>2</sup> Les situations d'urgence soudaines, dues à des causes naturelles, comprennent les catastrophes soudaines comme les inondations, les cyclones, les ouragans, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les infestations acridiennes. Les catastrophes naturelles comme les sécheresses, les conditions climatiques défavorables et les ravageurs et maladies transfrontières sont classées parmi les situations d'urgence à développement lent.

<sup>3</sup> Parmi les exemples de situations d'urgence socioéconomiques provoquées par l'homme, on peut citer les crises dues à la flambée/chute du prix des matières premières, la chute des exportations, les crises monétaires, les tensions liées au foncier et les urgences sanitaires.

## PRODUCTION, CONSOMMATION ET COMMERCE DES ALIMENTS PENDANT LES CRISES

### Tendances récentes de la production, de la consommation et du commerce des aliments

Selon les données et les estimations disponibles à la mi-2010,<sup>27</sup> la croissance de l'indice mondial de la production alimentaire (mesuré en prix constants) aurait ralenti en 2009, pour s'établir à environ 0,6 pour cent, après les fortes hausses de 2007 et 2008 (2,6 et 3,8 pour cent, respectivement), pendant la flambée des prix des aliments (voir Figure 22, page 85). De son côté, l'agriculture a été affectée, sur la même période, par d'autres chocs, comme la sécheresse qui a sévi dans la Fédération de Russie au cours de l'été 2010, qui a déterminé une très forte baisse de la production et des exportations de blé de ce pays. Pour 2010, on ne prévoit qu'une croissance de 0,8 pour cent. La consommation mondiale d'aliments, qui avait augmenté auparavant de plus de deux pour cent par an (soit une augmentation de la consommation par habitant de près d'un pour cent) a légèrement fléchi lors de la récession économique de 2009, si l'on se réfère à la consommation par habitant. La croissance des échanges, qui progressait à raison de 4 à 6 pour cent par an avant la crise financière, s'est tassée et devrait rester négative en 2010.

### Consommation alimentaire par habitant, par région

C'est en Europe de l'Est que l'on a enregistré la plus forte croissance de la consommation d'aliments de base par habitant, suivie

<sup>27</sup> Dans la présente section, les indices de la production, de la consommation et du commerce des aliments sont fondés sur des données tirées de la publication *Perspectives de l'alimentation* de la FAO, de juin 2010 (FAO, 2010j), mises à jour pour refléter les estimations de la production de septembre 2010. Les indices expriment la production, la consommation et le commerce des aliments, en prix constants et ont été compilés en prenant comme prix internationaux de référence la moyenne des cours internationaux de 2004-06. Les indices de production sont calculés au net des aliments du bétail et des semences. Les indices de consommation sont tirés d'estimations concernant les utilisations alimentaires. Les produits de base pris en compte comprennent le blé, les céréales secondaires, le riz, les graines oléagineuses, les huiles végétales, les viandes et les produits laitiers.

par l'Amérique latine et les Caraïbes, puis l'Asie et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (voir Figure 23, page 85). Dans ces régions, la consommation par habitant a, en général, continué à augmenter, même pendant la récession, sauf en Europe de l'Est, particulièrement touchée par le ralentissement de l'activité économique, où la consommation a accusé une baisse d'environ 2 pour cent en 2009.

La consommation d'aliments par habitant est restée stagnante ou a baissé dans les régions développées d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et d'Océanie. En Afrique subsaharienne, la consommation d'aliments par habitant a augmenté entre 2000 et 2007, mais depuis lors, elle a quelque peu baissé. Il faut toutefois préciser que les estimations présentées dans cette analyse ne couvrent pas tous les produits alimentaires: par exemple, les racines et tubercules, largement consommés en Afrique subsaharienne, n'ont pas été inclus.

### Production alimentaire, par région

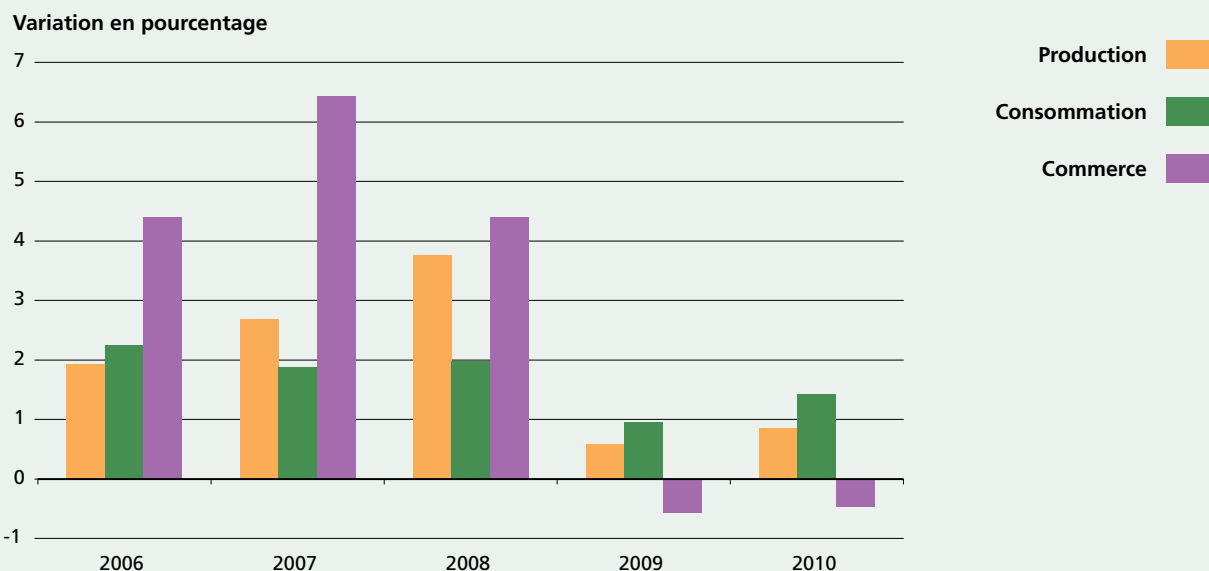
Les estimations de la production mondiale pour 2006-2010, présentées à la Figure 22, illustrent comment la production mondiale réagit à la hausse, puis à la baisse des prix des aliments. Toutefois, les données nationales et régionales plus détaillées, qui servent de base pour les agrégats, laissent entrevoir une situation plus complexe, où entrent en jeu d'autres facteurs pouvant influencer la production agricole, comme les causes structurelles et l'influence du climat. En général, c'est la production des pays industrialisés et des pays "BRIC"<sup>28</sup> qui a le mieux répondu à la hausse des prix des produits agricoles en 2007 et 2008. Il faut cependant rappeler qu'au cours de la dernière décennie, la plus forte croissance de la production a été enregistrée dans les PMA et dans le « reste du monde » (voir Figure 24, page 86).

Les deux régions qui ont connu la plus forte croissance de la production alimentaire au cours des dix dernières années – Europe de l'Est et Amérique latine et Caraïbes – ont suivi un parcours contrasté au cours de la flambée des prix des aliments et de la crise financière (voir Figure 25). Après les récoltes record de 2008, les pays d'Europe de l'Est

<sup>28</sup> Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine.

FIGURE 22

Croissance annuelle, à l'échelle mondiale, de la production, de la consommation et du commerce d'aliments entre 2006 et 2010

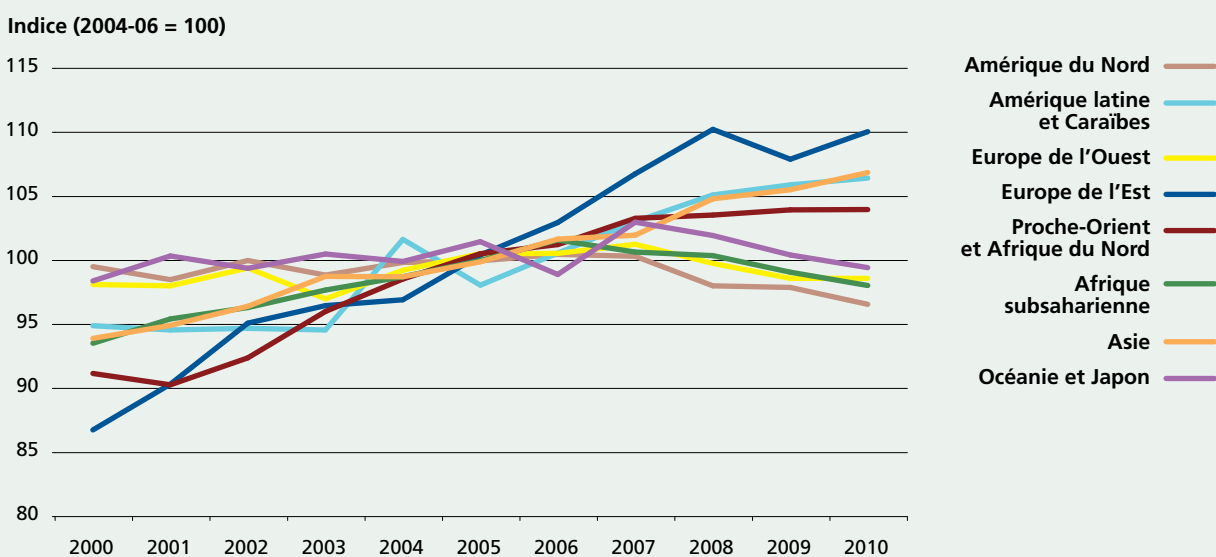


Notes: Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

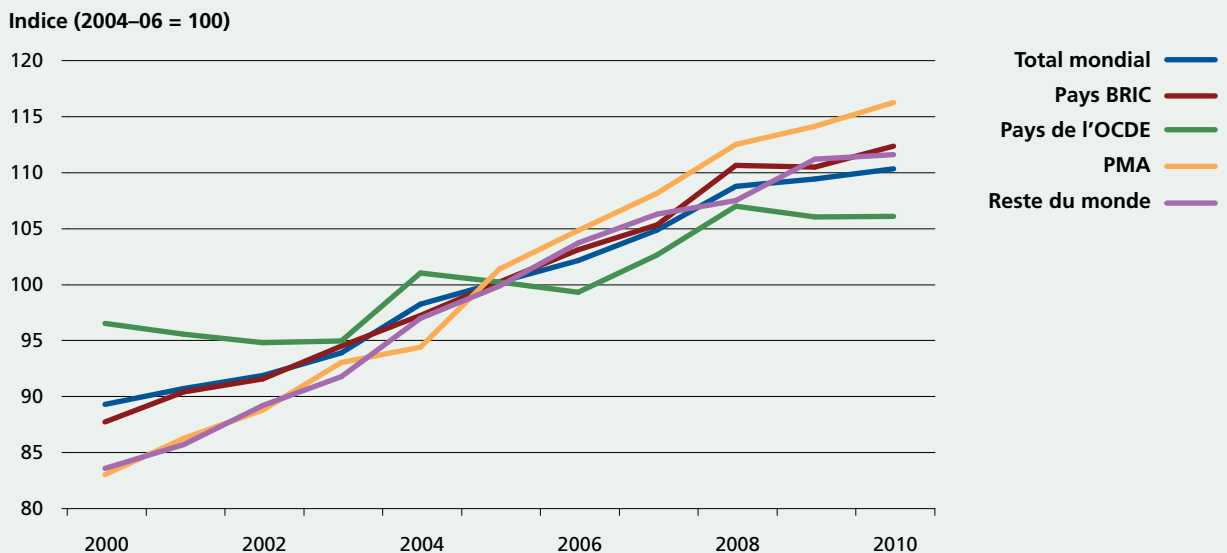
FIGURE 23

Indices de la consommation alimentaire par habitant, par région géographique, entre 2000 et 2010



Notes: Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires.

FIGURE 24  
Indices de la production alimentaire, par groupe économique



Notes: Déduction faite des aliments du bétail et des semences. Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires. BRIC = Brésil, Russie, Inde et Chine; PMA = pays les moins avancés.

Source: FAO.

n'ont pas réussi à maintenir la croissance au cours des années suivantes et la sécheresse de 2010 a fortement réduit la production végétale dans la région. Quant à la Région Amérique latine et Caraïbes, elle a vu sa production baisser en 2008, à cause de conditions climatiques défavorables, mais sa production s'est redressée en 2009-2010. En Asie, la production alimentaire a affiché une croissance solide au cours de la dernière décennie, de l'ordre de 2 à 4 pour cent par an, mais a accusé un ralentissement en 2009-2010.

En Afrique subsaharienne, la production, qui avait progressé de 3 à 4 pour cent par an au cours de la dernière décennie, a marqué le pas en 2009; on prévoit qu'elle devrait augmenter modérément en 2010. La région qui a enregistré, ces dernières années, la croissance la plus faible de la production alimentaire est l'Europe de l'Ouest; en 2010, la production devrait, selon les projections, être en hausse de seulement cinq pour cent par rapport à son niveau de 2000. La production a certes augmenté en 2007 et 2008, sous l'effet de la flambée des prix des aliments et de la réduction du gel des terres dans l'Union européenne (UE), mais elle a

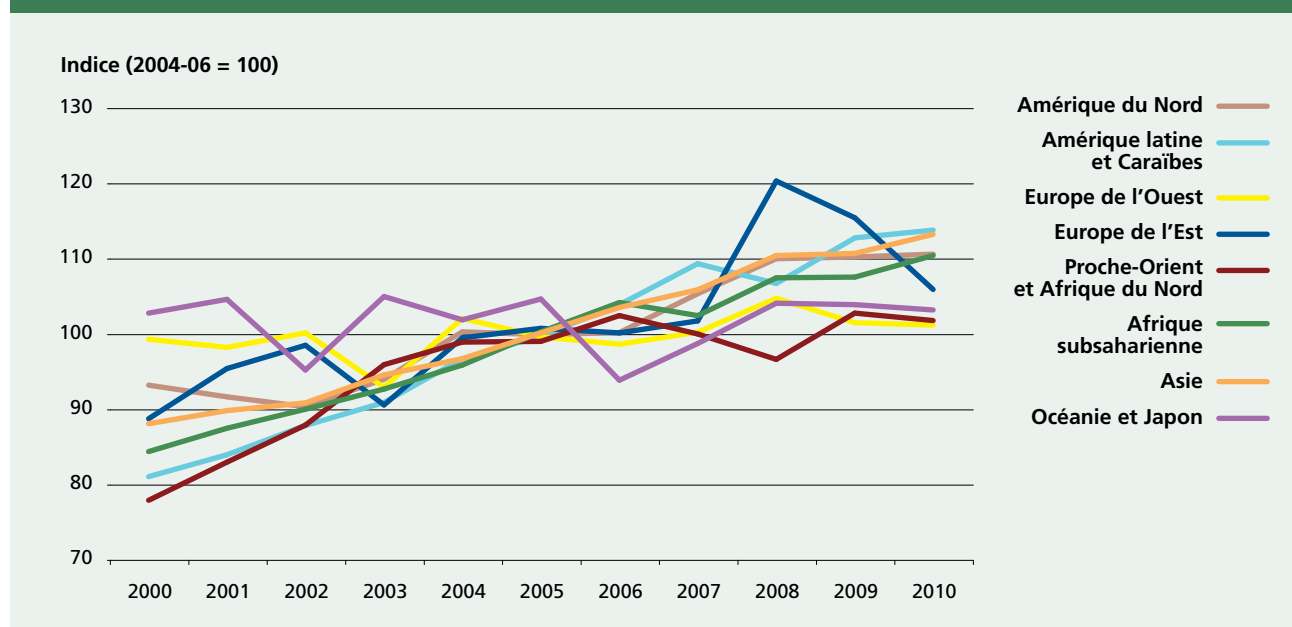
baissé d'environ 2 pour cent en 2009, en raison de la baisse des prix et des conditions météorologiques défavorables.

### Exportations de produits alimentaires, par région

En 2009, pendant la crise économique, les exportations de presque toutes les régions ont baissé, ou du moins stagné (voir Figure 26). De 2000 à 2008, la croissance cumulative des exportations de l'Europe de l'Est a été d'environ 350 pour cent; en 2008, la production céréalière y a été particulièrement abondante. On a cependant enregistré, l'année suivante, une baisse des exportations, qui a encore été accentuée par la sécheresse en 2010.<sup>29</sup> Les exportations d'aliments de l'Europe de l'Ouest ont baissé, peut-être à cause du renchérissement de l'euro et de réformes successives, y compris la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE. Les bons résultats à l'exportation des pays

<sup>29</sup> Pour le calcul de l'indice du commerce par région, on a tenu compte des échanges à l'intérieur des régions, ce qui pourrait fausser les conclusions quant aux résultats commerciaux des différentes régions.

FIGURE 25  
Indices de la production alimentaire, par région, entre 2000 et 2010



Notes: Déduction faite des aliments du bétail et des semences. Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

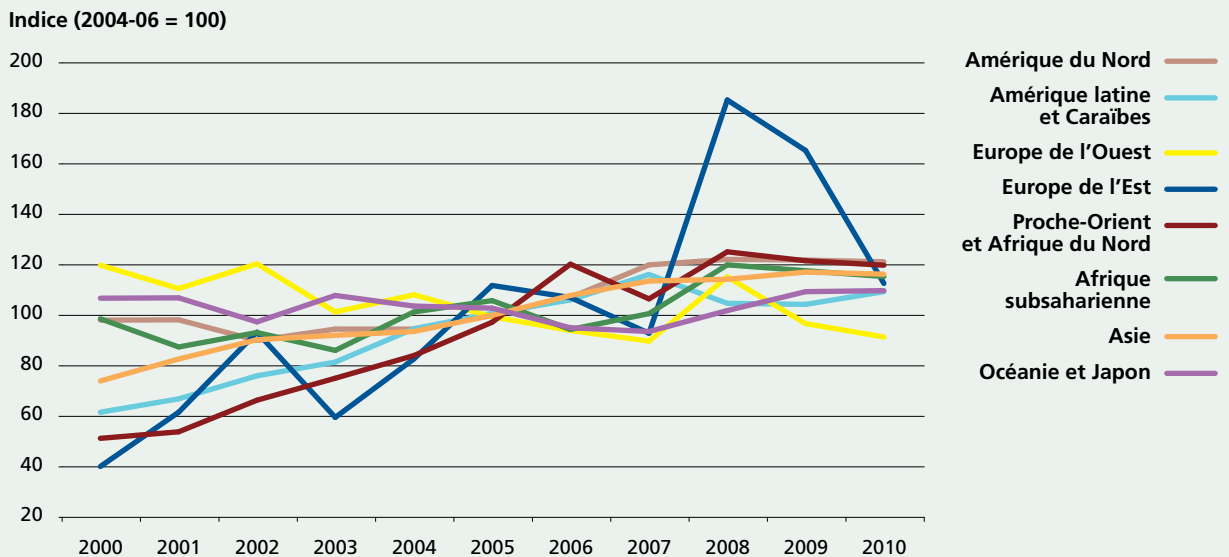
d'Amérique latine et des Caraïbes, dont les exportations d'aliments ont presque doublé en une décennie, font de cette région un exportateur d'aliments de plus en plus important sur les marchés mondiaux. Les exportations de produits alimentaires de cette région ont cependant stagné, en volume, pendant la flambée des prix des aliments et la récession économique. Les exportations de l'Amérique du Nord ont augmenté, en volume, de 24 pour cent en dix ans, mais la croissance des exportations a été freinée par la tendance croissante à utiliser les céréales locales pour la production de biocarburant.

### Importations de produits alimentaires, par région

Les importations de produits alimentaires ont augmenté plus rapidement en Asie que dans toute autre région (voir Figure 27), avec une progression en volume de près de 75 pour cent entre 2000 et 2010. Elles ont continué de croître lors de la flambée des prix des denrées alimentaires et également durant la récession, la région ayant réussi à maintenir des taux de croissance du revenu relativement élevés. Les importations de produits alimentaires de la part des

pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, financées par l'augmentation des recettes du pétrole, ont également progressé au cours de la période, malgré un fléchissement considérable durant la récession. Les importations de toutes les autres régions ont également connu une croissance significative, à l'exception de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, où elles sont demeurées relativement stagnantes. Les volumes de produits alimentaires importés par l'Afrique subsaharienne ont augmenté durant la première moitié de la décennie; toutefois, la hausse des cours internationaux durant la flambée des prix des denrées alimentaires et le ralentissement économique qui en a résulté ont freiné, en 2008, ces importations, qui sont demeurées stagnantes en 2009 et en 2010. Au cours de la dernière décennie, les importations nettes de produits alimentaires de l'Afrique subsaharienne, en prix constants, ont progressé de plus de 60 pour cent; de ce fait, le déficit commercial alimentaire de la région s'est encore creusé par rapport aux décennies précédentes, la croissance démographique ayant été plus rapide que celle de la production alimentaire.

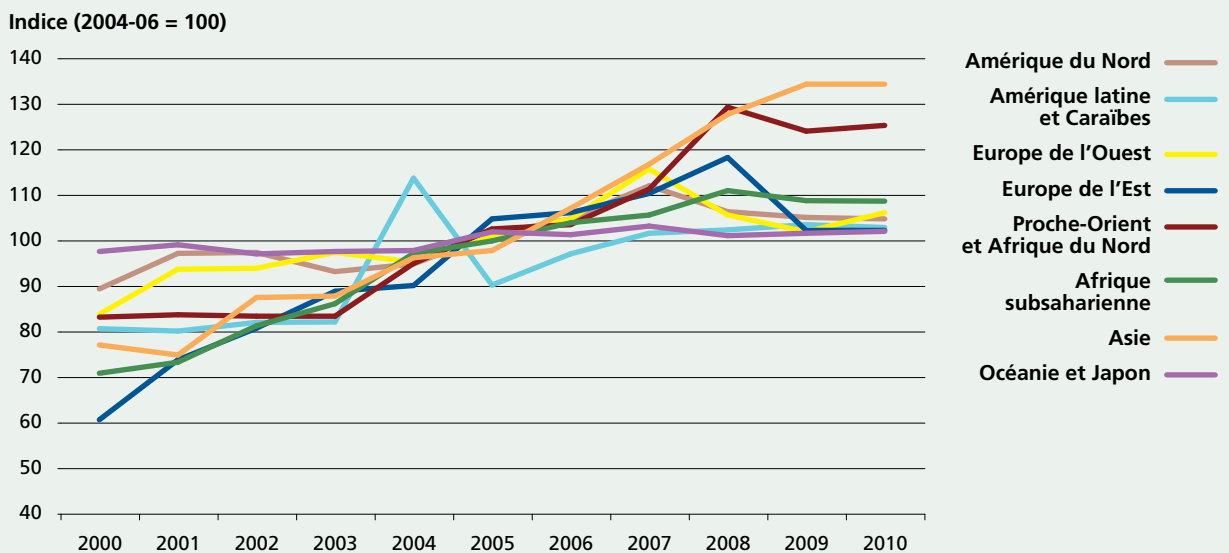
**FIGURE 26**  
Indices des exportations de produits alimentaires, par région géographique, entre 2000 et 2010



Notes: Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

**FIGURE 27**  
Indices des importations de produits alimentaires, par région géographique, entre 2000 et 2010



Notes: Les estimations sont exprimées en USD constants (sur la base de 2004-2006). Les données de 2010 sont des projections; celles de 2009 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

## TENDANCES RÉCENTES DES PRIX AGRICOLES: STABILISATION DES COURS À UN NIVEAU PLUS ÉLEVÉ - VOLATILITÉ ACCRUE DES PRIX

### Cours internationaux des produits agricoles

Comme on l'a vu plus haut, l'évolution des prix sur les marchés des denrées alimentaires, notamment ceux utilisés pour calculer l'indice FAO des prix des aliments (céréales, huiles, produits laitiers, viandes et sucre), risque d'avoir une incidence critique sur la sécurité alimentaire au niveau mondial et doit, par conséquent, être impérativement suivie de très près. Dans la présente section, nous passons en revue l'évolution récente des marchés des produits alimentaires aux niveaux international et national, en analysant la situation actuelle et en signalant les principaux problèmes pouvant affecter la sécurité alimentaire à l'avenir.

Au cours de la flambée des prix des aliments de 2007-2008, l'indice FAO des prix des aliments a augmenté de façon très marquée (voir Figure 28). À l'heure où nous écrivons, les données les plus récentes indiquent que

l'indice FAO des prix des aliments a repris son ascension entre juin et octobre 2010. De fait, en octobre 2010, l'indice FAO des prix des aliments était à peine inférieur de 8 pour cent à son pic de juin 2008.

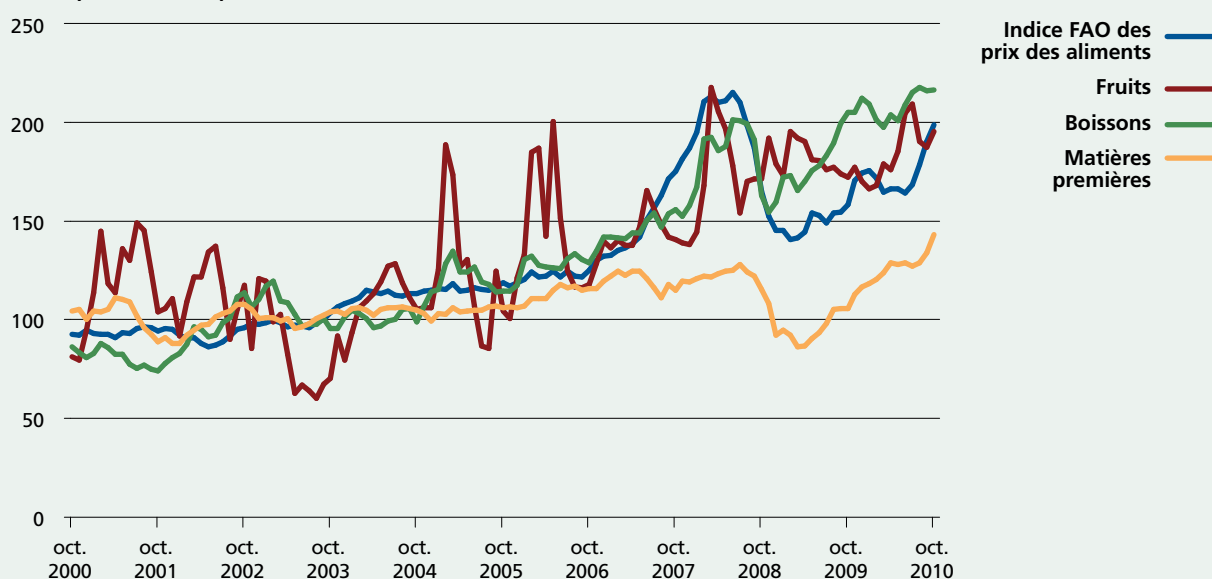
Parmi les denrées qui composent l'indice FAO des prix des aliments, les cours des céréales, des huiles et des produits laitiers ont enregistré une forte augmentation durant la flambée des prix des aliments de 2007-2008, avec, parallèlement, une volatilité marquée et étroitement connexe depuis 2006 (voir Figure 29). Plus récemment, entre juin et octobre 2010, les prix des céréales, des huiles et du sucre ont progressé, ce qui explique en grande partie l'augmentation de l'indice FAO des prix des aliments pendant la même période. Depuis 2005 en particulier, la volatilité des cours du sucre a été encore plus prononcée que celle des autres denrées qui composent l'indice FAO des prix des aliments. Les prix de la viande ont fluctué de façon modérée par rapport à ceux des céréales, des huiles, des produits laitiers et du sucre.

S'agissant des denrées agricoles ne figurant pas dans l'assortiment de produits pris en compte pour le calcul de l'indice FAO des

FIGURE 28

Indice FAO des prix des aliments et indices des autres denrées (fruits, boissons et matières premières), octobre 2000 - octobre 2010

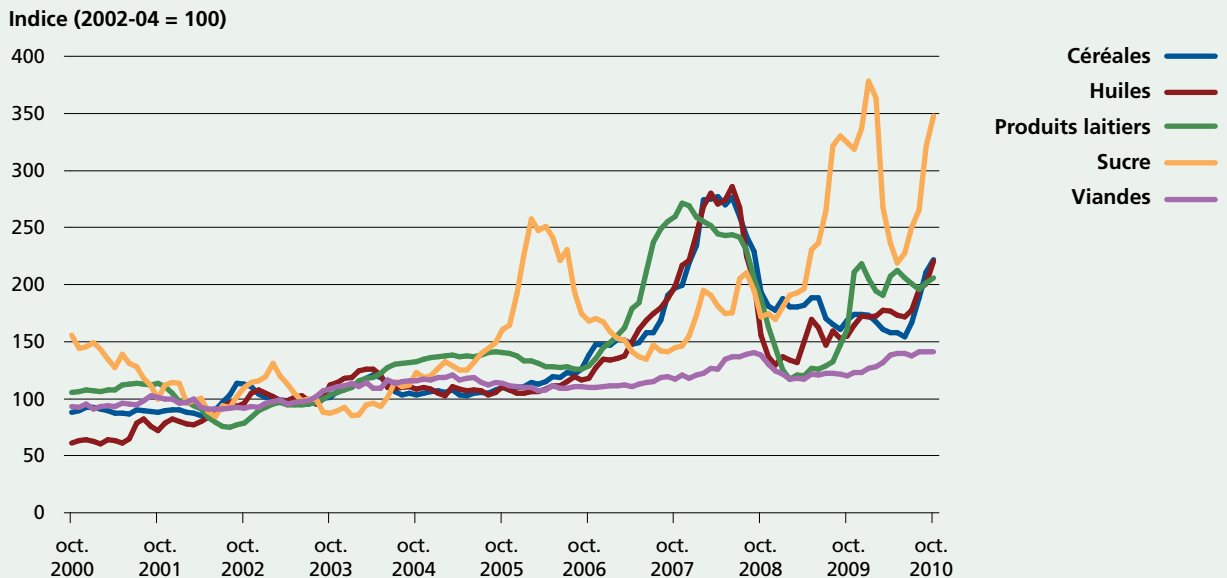
Indice (2002-04 = 100)



Source: FAO.

FIGURE 29

Indice des prix des produits pris en compte dans l'indice FAO des prix des aliments (céréales, huiles, produits laitiers, viandes et sucre), octobre 2000 - octobre 2010



Sources: FAO et IMF.

prix des aliments (voir Figure 28), les cours internationaux des fruits ont suivi de près ceux des produits de l'indice FAO des prix des aliments, avec une pointe durant la flambée des prix des aliments et un recul au cours de la crise financière qui lui a succédé. Les prix des boissons se sont davantage écartés de ceux des denrées composant l'indice FAO des prix des aliments. De manière générale, les prix des matières premières n'ont pas été affectés par l'augmentation des cours des autres denrées durant la flambée des prix des aliments, mais se sont considérablement tassés à la suite du ralentissement économique de 2009, avant de reprendre leur progression dans le sillage de la reprise économique, illustrant la grande élasticité-revenu de la demande pour ce groupe de denrées.

En dépit du fléchissement des prix des produits de base relativement aux pics atteints durant la flambée des prix des aliments, au troisième trimestre de 2010, les prix de l'ensemble des produits composant l'indice FAO des prix des aliments sont demeurés nettement plus élevés que dans la période précédant la crise. Selon les projections contenues dans le document « *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2010-2019 (OCDE-FAO, 2010)* », les prix

réels des produits agricoles au cours de la prochaine décennie devraient, en moyenne, se porter à des niveaux supérieurs à ceux de la période 2000-2010. Plusieurs facteurs sous-tendent ces projections, notamment l'augmentation des coûts de production, la croissance de la demande émanant des pays émergents et en développement, et la production accrue de biocarburants à partir de matières premières agricoles.

### Les prix des produits alimentaires dans les pays en développement

Dans l'édition de l'an dernier, nous décrivions la façon dont les cours des marchés internationaux se répercutent sur les marchés intérieurs (FAO, 2009a). Dans de nombreux pays, au lendemain de la flambée des prix des aliments, les prix intérieurs des denrées ont employé un certain temps à amorcer leur recul, en dépit de la chute rapide des cours internationaux, ce qui montre bien que les prix ne sont répercutés que lentement et de manière limitée sur les consommateurs intérieurs. Ce phénomène constituait donc une double menace pour la sécurité alimentaire des consommateurs pauvres, étant donné que les prix intérieurs des produits alimentaires demeuraient élevés alors que la croissance des



revenus avait ralenti, se transformant même parfois en décroissance.

Il semble qu'en 2010, cette double menace soit moins aiguë que durant la période précédente, notamment du fait qu'un grand nombre de pays émergents et de pays en développement paraissent s'être remis de la récession économique plus tôt et de façon plus vigoureuse que prévu (voir FMI, 2010c). De plus, selon les données les plus récentes concernant les prix intérieurs, les prix des céréales dans les pays en développement ont nettement reculé par rapport à leur niveau maximum de 2008 – signalons toutefois qu'en ce moment, le cours international du blé a connu une nouvelle envolée. Les données concernant les prix de gros des céréales, recueillies par le SMIAR dans 74 pays en développement (FAO, 2010j), indiquent qu'au début de 2010, ces cours avaient fléchi, en valeur nominale, par rapport à leur pic dans 90 pour cent de ces pays. Après ajustement pour tenir compte de l'inflation, plus de 98 pour cent des cours avaient décroché de leur pic du début de 2010. Cependant, malgré leur diminution

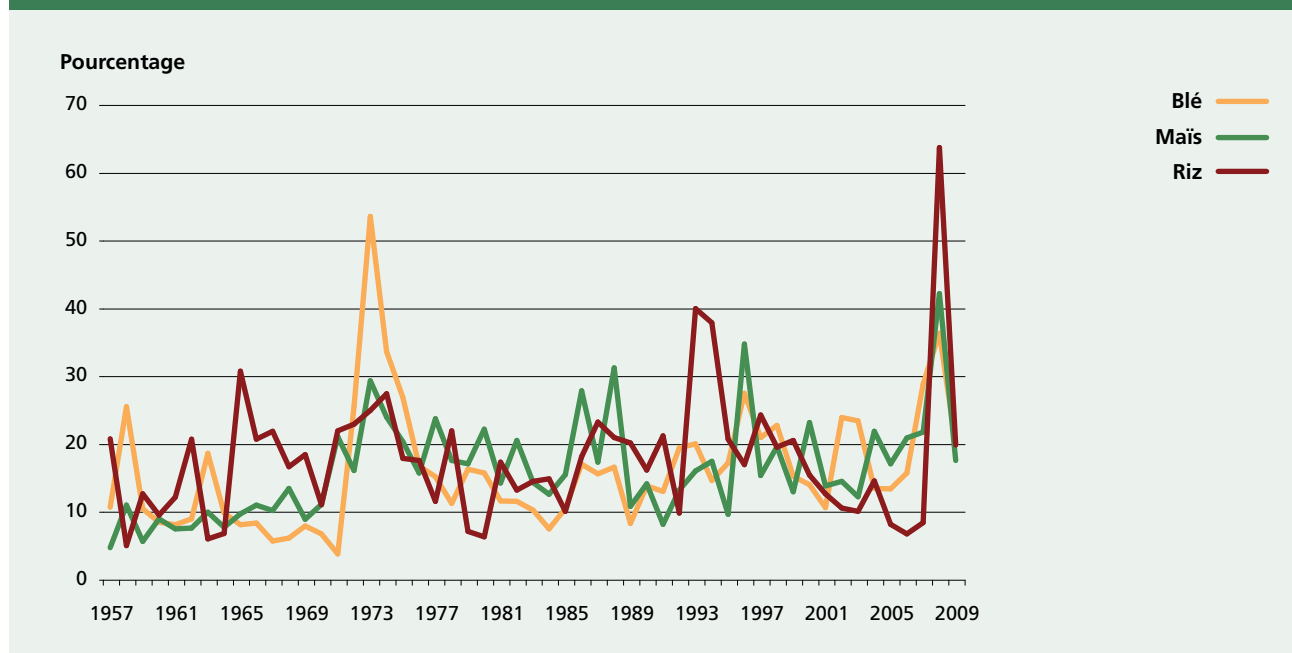
dans les pays en développement, ces prix sont demeurés élevés par rapport aux niveaux antérieurs à la flambée des prix des aliments. De fait, début 2010, plus de 80 pour cent des prix de gros des céréales, après ajustement pour inflation, sont restés supérieurs à leur niveau moyen de 2006 – année qui a précédé la flambée des prix des aliments.

### Une volatilité des prix de plus en plus préoccupante

L'extrême variabilité des prix des produits alimentaires de base au cours de la toute dernière période a suscité une grande inquiétude. Les épisodes de flambée des prix nuisent à la sécurité alimentaire, tandis que l'incertitude élevée qui accompagne la volatilité des prix affecte la viabilité des unités de production et risque de provoquer une réduction des investissements dans le secteur agricole. Si l'on consulte les données concernant la volatilité des prix sur le long terme, c'est-à-dire à partir de 1957, on observe que la grande volatilité des prix enregistrée récemment rejoint d'assez près les expériences du passé (voir Figure 30).

FIGURE 30

Historique de la volatilité annualisée des cours internationaux des céréales



Notes: Il est possible de prédire certaines variations de prix, telles que celles liées aux variations saisonnières, aux cycles économiques ou à d'autres comportements liés aux tendances en cours. Le chiffre indique le coefficient de variation des prix après que l'on ait écarté, des valeurs observées, la composante prévisible (pour un complément d'explications, voir OCDE-FAO, 2010, page 66, note de bas de page 5). On a utilisé la moyenne basée sur la période janvier-mai pour calculer la volatilité historique nominale annualisée de la moyenne des prix des trois produits, de janvier à mai, pour la période 1957-2009. Les valeurs proches de zéro indiquent une faible volatilité, tandis que les valeurs plus élevées dénotent une volatilité accrue.

Source: OCDE-FAO, 2010.

## ENCADRÉ 13

## La volatilité implicite en tant que mesure de l'incertitude

La façon dont les opérateurs des flux organisés d'échanges de produits de base perçoivent et évaluent l'incertitude est un facteur important des décisions concernant la production, les échanges commerciaux et les investissements futurs.

La volatilité implicite représente les attentes du marché concernant l'ampleur des fluctuations d'une denrée au cours des périodes à venir. On la déduit en prenant pour base les prix des contrats dérivés, à savoir les options dont le montant s'établit sur la base de l'évolution des prix prévue par le marché ainsi que du degré d'incertitude entourant ces estimations. Plus la fourchette des estimations portant sur les transactions de contrats à terme s'élargit, plus il y a d'incertitude et, partant, plus la volatilité implicite est importante. (Pour une analyse plus détaillée du concept et de la méthodologie, voir FAO, 2010k.)

La Figure A illustre la volatilité implicite du blé, du maïs et du soja depuis 1990, alors que la figure B

montre les mouvements enregistrés au cours de la période allant d'octobre 2007 à octobre 2010.

Les perceptions de la volatilité par les opérateurs du marché, estimées sur la base de la volatilité implicite des prix, se sont intensifiées de façon systématique, avec une pointe très marquée en 2008.

Au lendemain des bouleversements subis par le marché au cours de la période 2007-2008, on a pu observer une réduction de la volatilité implicite à mesure que les marchés commençaient à se stabiliser.

Cependant, vers la mi-2010, la volatilité implicite a regagné du terrain lorsque les opérateurs ont commencé à douter de la capacité de la Russie à tenir ses engagements d'exportations de céréales, puis à nourrir des inquiétudes analogues quant à la production américaine de maïs, et à craindre enfin que la demande prévue de soja ne soit supérieure à l'offre.

Comme on le sait, les périodes de volatilité aiguë des prix ne sont pas un phénomène nouveau pour l'agriculture, mais on peut craindre que ce phénomène ne s'accroisse encore davantage.

De nouveaux facteurs n'ont fait qu'accroître l'inquiétude à propos d'une volatilité accrue des prix des denrées alimentaires. Citons, parmi les facteurs importants, l'intensification prévue des phénomènes météorologiques violents liés aux changements climatiques, qui pourrait augmenter les fluctuations de la production agricole et alimentaire. Autre source de volatilité des prix, la production en expansion des biocarburants à partir de produits agricoles, qui risque d'accroître la corrélation entre le prix des denrées agricoles, notamment le maïs, et l'évolution des marchés internationaux de l'énergie

et des facteurs qui les conditionnent; on verrait alors s'intensifier les répercussions des fluctuations des cours de l'énergie sur les marchés des produits agricoles et alimentaires. On trouvera, à la Figure 31, une illustration du lien étroit qui existe entre les coûts de production de l'éthanol à partir du maïs et ceux de l'essence à partir du pétrole brut. Il découle de ce qui précède que les cours du pétrole brut et ceux du maïs présentent aujourd'hui une étroite corrélation. À la lumière des incertitudes qui entourent aujourd'hui l'avenir des prix du pétrole et leur incidence, tant sur la demande de biocarburants que sur les marchés des intrants agricoles (à savoir les fertilisants, la mécanisation et le transport), les craintes quant à la volatilité accrue des prix agricoles liés à ces nouvelles sources semblent quelque peu justifiées. Ajoutons

## Volatilité implicite du prix du blé et du maïs

FIGURE A

Pourcentage

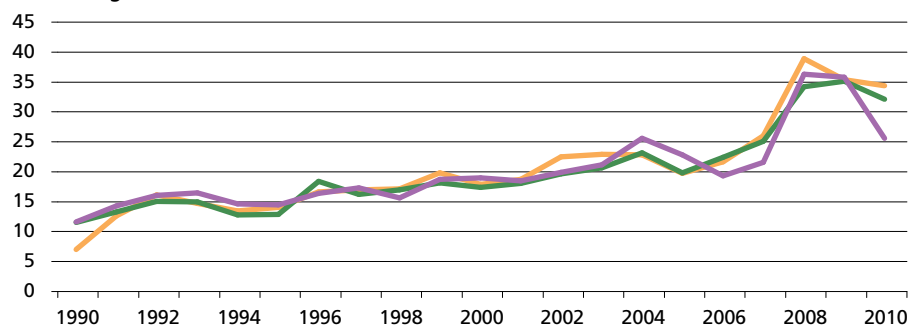
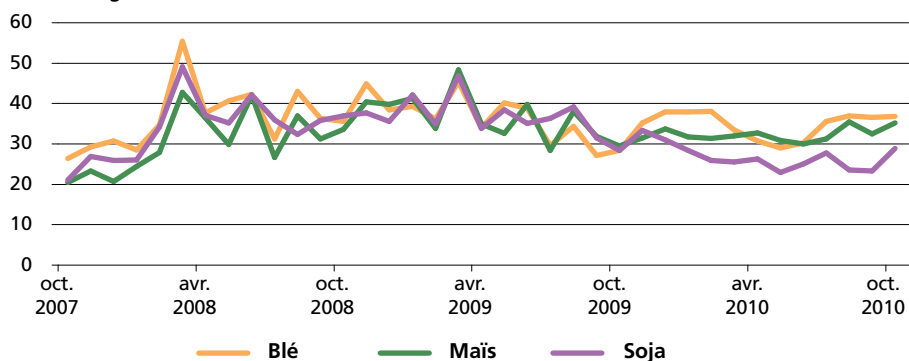


FIGURE B

Pourcentage



Source: FAO.

que l'augmentation des prix réels des produits agricoles a également stimulé la production dans certaines régions où l'instabilité des rendements est plus grande, comme les terres à céréales entourant la mer Noire. En augmentant leur part sur les marchés d'exportation, ces régions pourraient rendre l'offre encore plus instable, risquant ainsi d'accroître la volatilité des prix.

Il convient de souligner un facteur qui a joué ces derniers temps un rôle déterminant, à savoir l'absence de coordination des politiques nationales face aux fluctuations des cours internationaux, facteur qui risque d'exacerber la volatilité des marchés et qui a été analysé dans la dernière édition du présent rapport (FAO, 2009a). À cela s'ajoute le rôle joué par la spéculation dans la volatilité récente des marchés; ce

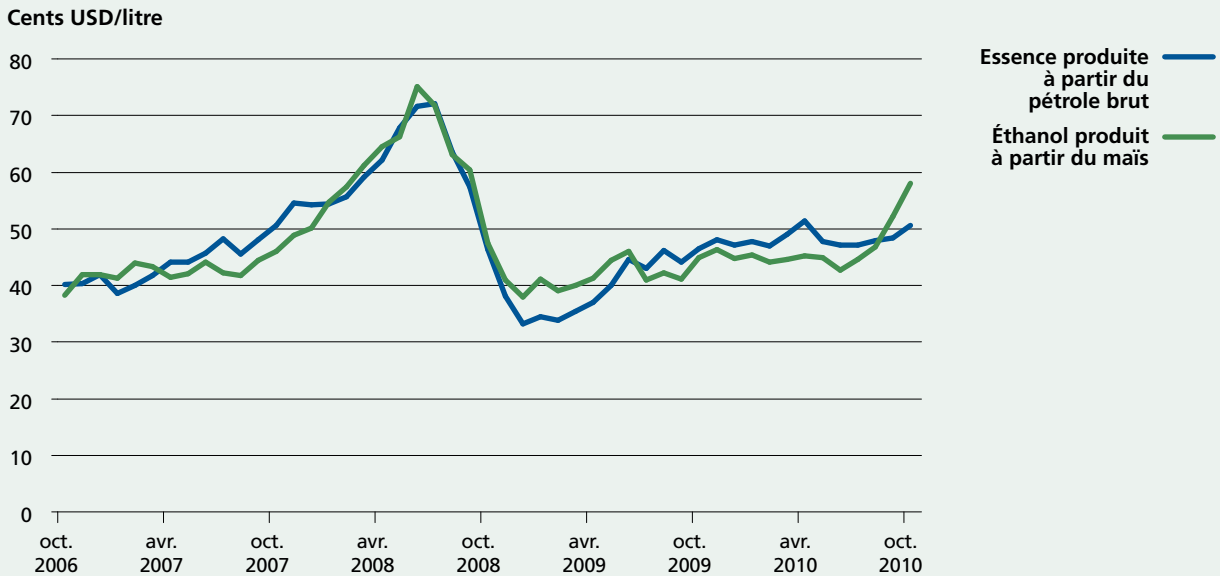
phénomène, qui a donné lieu à une vaste controverse, mérite de faire l'objet d'un complément de recherche.

### Synthèse de la situation actuelle et perspectives concernant les marchés agricoles

Au lendemain de la flambée des prix des aliments et de la crise financière, il semble que les marchés mondiaux des produits alimentaires et des denrées agricoles traversent une phase de prix anormalement élevés et d'incertitudes accrues. Au cours de ces crises, la consommation alimentaire par habitant a accusé une diminution marginale en Afrique subsaharienne ainsi qu'en Amérique du Nord, en Océanie et en Europe de l'Ouest, mais elle a poursuivi sa croissance dans les autres régions, quoique de manière ralentie en Europe de l'Est. Bien

FIGURE 31

Évolution concomitante des coûts de production de l'énergie, pour l'éthanol produit à partir du maïs comparativement à l'essence produite à partir du pétrole brut, octobre 2006 - octobre 2010



Notes et sources: Calculs de la FAO sur la production d'éthanol, budgets à coûts simplifiés provenant de LMC International et statistiques du FMI concernant le prix des produits de base. L'équivalent pétrole est constitué par le prix au litre du pétrole brut, rapporté à une base énergétique d'éthanol, auquel on a ajouté un ajustement de coût pour la transformation en essence. Pour l'éthanol fabriqué à partir du maïs, il s'agit du coût de production d'un litre d'éthanol, au net des recettes de produits dérivés. Les prix utilisés comme sources sont ceux du pétrole brut Brent et du maïs US Gulf #2.

que marquée par certaines fluctuations durant ces crises, la production alimentaire a augmenté, au cours de la dernière décennie, dans toutes les régions du monde à l'exception de l'Europe de l'Ouest, du Japon et de l'Océanie. Si l'on exclut l'Europe de l'Est ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes, sources très importantes d'approvisionnements alimentaires à l'avenir, les volumes provenant des exportateurs traditionnels semblent augmenter de façon plus lente que par le passé. Dans toutes les régions, à l'exception de l'Asie, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, les importations d'aliments ont fléchi, par suite de la flambée des prix et de la crise financière.

Alors que les marchés sont demeurés extrêmement volatils, les prix des produits de base semblent avoir atteint un plateau plus élevé et devraient, selon les projections, se fixer à des niveaux supérieurs à ceux de l'avant-crise. À l'échelle mondiale, la volatilité du marché et les répercussions qu'elle pourrait avoir sur la sécurité alimentaire

posent un problème de plus en plus aigu aux responsables des politiques. Dans un contexte d'incertitude toujours plus accentuée, les réponses apportées par les politiques auront une incidence critique sur l'évolution des marchés et sur les éventuelles conséquences en matière de sécurité alimentaire.

## CONCLUSIONS

La flambée mondiale des prix des aliments, qui a été suivie de la crise financière et d'une récession économique d'envergure planétaire, a porté le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, au cours des années 2008 et 2009, à des niveaux jusque-là inconnus. Selon les estimations, le nombre de ces personnes aurait baissé en 2010, à mesure que les prix des aliments quittaient les sommets qu'ils avaient atteints et que la conjoncture économique mondiale commençait à s'améliorer. Cependant, les niveaux de sous-alimentation demeurent très élevés par rapport aux

## ENCADRÉ 14

**La volatilité des prix et les groupes intergouvernementaux de la FAO sur les céréales et le riz**

À leur réunion conjointe extraordinaire intersession, tenue à Rome le 24 septembre 2010, le Groupe intergouvernemental de la FAO sur les céréales et le Groupe intergouvernemental de la FAO sur le riz ont pris acte du fait que les augmentations et les fluctuations imprévues des prix figurent parmi les grandes menaces à la sécurité alimentaire. Ce faisant, ils ont énuméré un certain nombre de causes profondes auxquelles il convient de s'attaquer :

- le manque d'informations fiables et actualisées sur l'offre et la demande de produits agricoles et sur les disponibilités exportables;

- la transparence insuffisante des marchés à tous les niveaux, y compris en ce qui a trait aux contrats à terme;
- les interactions de plus en plus étroites avec les marchés extérieurs, et notamment l'impact de la « financiarisation » sur les marchés des contrats à terme;
- les soubresauts imprévus déclenchés par les conjonctures nationales en matière de sécurité alimentaire;
- la ruée des acheteurs et l'accumulation de provisions sous l'effet de la panique.

Source: FAO, 2010l.

périodes antérieures, et les préoccupations que suscitent l'économie et l'agriculture mondiales restent en tête des priorités des politiques internationales. En octobre 2010, le FMI a indiqué que « la reprise macro-économique se déroule en général comme prévu, même si les risques d'évolution négative restent élevés » (FMI, 2010b, p.1). Parallèlement, la hausse soudaine des cours des céréales, de juin à octobre 2010, a suscité la crainte de voir se produire une nouvelle flambée des prix des aliments.

Quelles que soient les perspectives à court terme pour l'économie, l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, il semble que les événements des dernières années aient donné naissance ou aient confirmé un certain nombre d'enseignements, qui auront des implications à long terme.

L'expérience acquise lors de la flambée des prix des aliments et de la crise financière a rappelé avec dureté qu'au niveau mondial, la sécurité alimentaire est vulnérable aux chocs qui secouent le système alimentaire et l'économie. Elle a aussi démontré avec quelle rapidité un niveau d'insécurité alimentaire planétaire d'ores et déjà inacceptable peut se dégrader encore lorsque se produisent de tels événements. Mais elles ont également mis en exergue l'importance que revêtent les

mesures appropriées de protection et d'aide sociale afin de préserver les populations exposées à l'insécurité alimentaire contre l'impact direct de tels chocs, en même temps qu'elles ont fait la preuve de la nécessité, à la fois cruciale et urgente, de potentialiser la capacité productive des pays en développement tout en améliorant leur capacité d'adaptation à ces chocs.

La crise des prix des aliments a, par ailleurs, attiré l'attention sur une série de préoccupations concernant spécifiquement le secteur agricole et les marchés où s'écoulent ses produits. En premier lieu, les dernières projections publiées par la FAO et l'OCDE révèlent qu'en dépit de la chute relativement rapide des cours internationaux après la flambée qu'ils ont connue, ces cours restent aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'étaient avant la crise et qu'ils sont destinés à le demeurer. Ainsi, l'agriculture se trouve confrontée à des coûts de production plus élevés, à une demande en expansion émanant de pays à croissance rapide situés dans les régions en développement et à une intensification de la production de biocarburants. De ce fait, les projections concernant les prix font état, pour la prochaine décennie, d'une augmentation qui devrait, en moyenne, se maintenir à des niveaux supérieurs à ceux de la décennie

précédente. On s'accorde très largement à reconnaître, aujourd'hui, qu'il convient d'augmenter de façon substantielle les investissements dans l'agriculture de manière à obtenir des augmentations de productivité compatibles avec un environnement durable et de stimuler la production, tout en veillant à renforcer la contribution de l'agriculture à la croissance de l'économie et à la réduction de la pauvreté.

Deuxième source de préoccupation, les turbulences qui ont récemment perturbé les marchés agricoles internationaux et le risque de volatilité accrue des prix des produits agricoles. Même si la volatilité a toujours été une constante des marchés agricoles, on discerne aujourd'hui un certain nombre de tendances à l'accentuation de ce phénomène. Ainsi, il se peut que les changements climatiques soient à l'origine d'épisodes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes, avec comme corollaire un risque accru de perturbation des marchés agricoles. Par ailleurs, la production en expansion de biocarburants à partir de denrées agricoles ne manquera pas de rendre les marchés agricoles infiniment plus tributaires de l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie.

Mais il faut également mentionner une menace d'origine spécifiquement humaine, à savoir le manque de coordination des réponses apportées, à l'échelon national, à l'augmentation des prix des produits alimentaires. Étant donné que de telles

mesures visent exclusivement à garantir la sécurité alimentaire intérieure, sans trop se préoccuper des conséquences pour les partenaires commerciaux, elles risquent d'exacerber la volatilité des marchés internationaux, menaçant de ce fait la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Étant donné l'importance du rôle joué par les marchés internationaux des produits alimentaires pour la sécurité alimentaire mondiale et pour l'avenir des efforts de réduction de la faim, il importe de se pencher sur les questions de gouvernance des marchés agricoles mondiaux avec, à l'esprit, le problème de la volatilité des prix et la nécessité de prévenir l'adoption de politiques fondées sur un égoïsme exacerbé, dont les effets pervers ne sont que trop prévisibles. Des mesures s'imposeront, parmi lesquelles une meilleure régulation et une meilleure transparence des marchés, une collecte plus efficace et en temps opportun de statistiques sur les marchés des produits alimentaires, la constitution de stocks de secours suffisants et la mise en place de mesures de protection sociale adéquates. L'expérience acquise lors de la flambée des prix des aliments et pendant la crise financière, le manque de coordination des mesures correctives, de même que la crainte persistante de perturbations affectant le marché mondial des produits alimentaires, ont mis en évidence la nécessité d'une action urgente de la part de la communauté internationale.